

CH_VB 95.051 95.051 vom 2. Oktober 1995

Bundesverwaltung, 1995-10-02, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_95.051_95.051_

FR: CH_VB 95.051 95.051 du 2 octobre 1995

IT: CH_VB 95.051 95.051 del 2 ottobre 1995

Erwägungen

E. 10

Par le présent message, nous vous demandons de nous accorder • des suppléments de crédits d'un montant total de 456,2 millions, • des nouveaux crédits d'engagements de 39,6 millions ainsi que • 9 postes permanents supplémentaires. II Les suppléments de crédits sollicités se décomposent en crédits supplémentaires proprement dits (386 mio) et en crédits reportés (70 mio). Ajoutés au premier supplément (AF du 21 juin 1995, FF 1995 III 567), ils entraînent une augmentation du volume global des dépenses de 657 millions, soit 1,5 pour cent. En prenant en compte les deux suppléments au budget, on ne peut pas tirer des conclusions quant au déficit de l'exercice en cours. D'une part, des incertitudes subsistent en ce qui concerne les soldes de crédits. On peut cependant estimer que les suppléments de crédits, d'un montant relativement peu important, seront en grande partie compensés. D'autre part, il faut tenir compte des écarts budgétaires au niveau des recettes.

E. 12

Plus de quatre-vingts pour cent des crédits que nous vous soumettons par le présent message concernent les sept domaines ci-après: • Agriculture (102 mio): les demandes de crédits résultent des dépenses supplémentaires pour le placement du fromage (52 mio) et du beurre (49 mio; cf. ch. 320). • Intérêts passifs (99 mio): des crédits supplémentaires sont requis pour les intérêts versés sur les avoirs de la Caisse fédérale de pensions (CFP) auprès de la Confédération (79 mio) et sur les placements à court terme des PTT (20 mio; cf. ch. 321). • Bonus à l'investissement (70 mio): les retards pris en 1994 dans la présentation des décomptes conduisent à un report des crédits sur l'exercice 1995 (cf. ch. 31). • Contributions d'employeur de la Confédération à la CFP (39 mio): la diminution de l'effectif du personnel au sein du DMF et la réglementation permettant au personnel des douanes de prendre une retraite anticipée entraîne des contributions plus élevées que celles budgétées (cf. ch.322). • Quote-part aux imputations forfaitaires d'impôts étrangers perçus à la source (33 mio): les dégrèvements des impôts suisses en compensation d'impôts perçus à l'étranger sont de manière inattendue plus élevés que prévu (cf. ch. 323). • Asile (24,8 mio): l'augmentation des remboursements des frais d'assistance aux cantons fait suite à la récession économique et à l'admission collective de groupes de réfugiés provenant de l'ex-Yougoslavie (cf. ch. 324). • Matériel d'armement (20 mio): les dépenses supplémentaires sont la conséquence du prélèvement de la TVA sur le matériel d'armement (cf. ch. 325). Les autres crédits (cf. ch. 326) concernent pour l'essentiel: • le renforcement de l'aide humanitaire en ex-Yougoslavie (10 mio), • les taxes postales de l'Administration générale de la Confédération (9 mio), • le transfert du fonds de pension de l'Association européenne de libre-échange (AELE) à la société d'assurance «Rentés Genevoises» (8,2 mio) et • un don à la FIPOI pour le financement d'une nouvelle salle de conférences, suite à l'établissement de l'OMC à Genève (6 mio).

E. 13

Les 9 postes permanents supplémentaires requis doivent permettre le transfert de postes de la Régie fédérale des alcools dans l'effectif permanent de l'administration générale de la Confédération. 7 unités, sont attribués à l'Administration fédérale des contributions et deux à l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage.

E. 14

Der zweite Nachtrag umfasst 49 Kreditbegehren. 26 davon mussten bevorschusst werden, einer davon nur teilweise. Insgesamt wurden durch die Finanzdelegation der eidg. Räte Vorschüsse in der Höhe von 215 Millionen bewilligt. Nahezu die Hälfte betrifft die Käse- (52 Mio) und Butterverwertung (49 Mio). Ferner fallen die folgenden Vorschüsse ins Gewicht: • Anteil an der pauschalen Steueranrechnung ausländischer Quellensteuern (33 Mio), • Verzinsung PTT-Anlagen beim Bund (20 Mio), • Asylbereich, Rückerstattung von Fürsorgekosten an die Kantone (15 Mio), • Humanitäre Hilfe in Ex-Jugoslawien (10 Mio), • Transfer des EFTA-Pensionsfonds zur Versicherungsgesellschaft «Rentes Genevoises» (8 Mio), • Beiträge an die Stipendienaufwendungen der Kantone (5 Mio). Die übrigen Nachtragskredite mit Vorschuss belaufen sich auf 23 Millionen. Sie verteilen sich auf 18 Anträge. Dringliche Bevorschussungen konnten vermieden werden.

E. 15

Im Rahmen der Beratungen des Voranschlages 1995 hat das Parlament zahlreiche Kürzungen vorgenommen. Der Bundesrat hat die Departemente und Dienststellen angewiesen, auf gekürzten Budgetpositionen grundsätzlich keine Nachtrags- oder Zusatzkredite anzubehagen. Dies gilt für alle durch Verwaltungsakte in irgendeiner Weise Steuer- und beeinflussbaren Rubriken. In 14 Fällen im Umfange von insgesamt 146 Millionen musste von diesem Grundsatz abgewichen werden. Die zusätzlichen Ausgaben für die Käse- und Butterverwertung (52 Mio bzw. 49 Mio), den Asylbereich (25 Mio) und die Verstärkung der humanitären Hilfe zugunsten der Kriegsoffer in Ex-Jugoslawien (10 Mio) konnten nicht verhindert werden. Die restlichen Nachtragskreditbegehren in der Höhe von zehn Millionen betreffen Rubriken der Sachgruppe «Kommissionen und Honorare» (Sachgruppe 3180), die vom Parlament global gekürzt wurden. Allein die Posttaxen für die allgemeine Bundesverwaltung erfordern zusätzliche Mittel in der Höhe von neun Millionen. Die weiteren Begehren im Umfange von einer Million betreffen neun Rubriken.

E. 16

Les demandes de suppléments de crédits tout comme les demandes de nouveaux crédits d'engagements et de crédits additionnels figurent en annexe au présent message sur deux tableaux; elles sont ventilées par départements et par offices et accompagnées d'un bref exposé des motifs. Les crédits supplémentaires et les crédits reportés sont regroupés dans un seul et unique tableau, ces derniers faisant cependant l'objet d'une mention spéciale. Pour les articles de dépenses nécessitant aussi bien un crédit supplémentaire qu'un crédit reporté, nous vous présentons une seule demande portant le montant total; la répartition exacte des articles figure dans l'exposé des motifs.

2 Erläuterungen zum Nachtragsverfahren 2 La voie du supplément budgétaire

E. 20

Quand bien même nous veillons à ce que le budget soit élaboré avec soin et à ce que les crédits soient régulièrement contrôlés, il peut arriver que les crédits de paiements votés pour certains articles budgétaires se révèlent insuffisants au cours de l'exercice. Ceci s'explique le plus souvent par • les nouvelles décisions du Conseil fédéral ou du Parlement qui n'étaient pas encore évidentes ou même en discussion lorsque le budget a été établi; • l'évolution inattendue d'importants facteurs générateurs de dépenses. Lorsqu'une dépense de ce genre ne peut être reportée à l'année suivante, il y a lieu de solliciter un crédit supplémentaire (art. 17 de la loi sur les finances de la Confédération, RS 611.0, ci-après LFC; art. 21 de l'ordonnance sur les finances de la Confédération, RS 611.01, ci-après OFC). Les quotes-parts de tiers au produit des recettes fédérales n'exigent pas de crédits supplémentaires (art. 17, 3e al, LFC).

E. 21

Zusammen mit den Nachträgen können auch Verpflichtungskredite angebeht oder schon bewilligte, aber nicht ausreichende Verpflichtungskredite durch Zusatzkredite aufgestockt werden, sofern die entsprechenden Begehren dem Parlament nicht mit besonderer Botschaft zu unterbreiten sind (Art. 25 ff. FHG; Art. 29 ff. FHV).

E. 22

Kreditnachträge unterliegen strengen Massstäben. Eine allzu starre Haltung würde jedoch bei den budgetierenden Stellen die Neigung zum Einbau von Reserven fördern und wäre dadurch einer sparsamen Mittelverwendung abträglich.

E. 23

Eine besondere Form des Kreditnachtrages ist die Kreditübertragung: Ein für das Vorjahr bewilligter, jedoch nicht voll beanspruchter Kredit kann zur Fortsetzung oder Beendigung eines Vorhabens auf das laufende Jahr übertragen werden, wenn dafür kein ausreichender Kredit budgetiert worden ist (Art. 17 Abs. 2 FHG; Art. 22 FHV). Letzteres ist meist dann der Fall, wenn bei der Realisierung eines Vorhabens eine Verzögerung eintritt, die bei Abschluss der Budgetarbeiten im August des Vorjahres noch nicht erkannt werden konnte. Die Kreditübertragung wirkt der Tendenz entgegen, allfällig entstehende Kreditreste auszuschöpfen und damit nicht mehr vorzudringliche Ausgaben zu tätigen.

E. 24

800 000 3600.003 Réfugiés: contributions aux prestations d'assistance 5
Militärdepartement 20 500 000 5 Département militaire 511 Stab der Gruppe für General-
150 000 511 Etat-major du groupement de stabsdienste l'état-major général 3180.091
Bewachung 460 000 450 000 150 000 3180.091 Surveillance 512 Bundesamt für Genie und
300 000 512 Office fédéral du génie et Fortungen des fortifications 3160.101
Spesenentschädigungen 4136 204 3 650 000 300 000 3160.101 Dédommagements 519
Kriegsmaterialverwaltung 50 000 519 Intendance du matériel de guerre 3150.191
Einmietung und Reparatur von 159 999 125000 50 000 3150.191 Location et réparation de
Fahrzeugen véhicules 541 Gruppe für Rüstungsdienste 20000000 541 Groupement de
l'armement 3230.001 Rüstungsmaterial 1 568 000 049 1790 000000 20 000 000 3230.001
Matériel d'armement

19 Begründung Exposé des motifs Zu 408 Bundesamt für Zivilschutz Ad 408 Office fédéral
de la protection civile 4600.002 Mehranfall an Abrechnungen für die permanente Vor-
bereitung der Drahtverbindungen (ZS-Netz) im zivilen Telefonnetz durch die PTT (Art.70

ZSV). Der beanspruchte Betrag wird bei der Kreditrubrik 408.4600.003 «Beiträge an Materialbeschaffungen» gesperrt. Gewöhnlicher Vorschuss. Nombre plus élevé que prévu de factures présentées relatives à la préparation permanente des liaisons par fil (réseau PC) dans le réseau téléphonique civil par l'Entreprise des PTT (art. 70 OPCi). Le montant requis sera bloqué à l'article 408.4600.003 Subventionnement des acquisitions de matériel. Crédit provisoire. Zu 415 Bundesamt für Flüchtlinge Ad 415 Office fédéral des réfugiés 3600.003 Höhere Anzahl von Fürsorgefällen bei den Hilfswerken infolge der schwierigen Lage auf dem Arbeitsmarkt und bei der Aufnahme von Kriegsvertriebenen aus dem ehemaligen Jugoslawien (BRB 2.04.94). Der mit dem Voranschlag 1995 zur Verfügung gestellte Kredit reicht nicht aus, um die Rückzahlungen der effektiven Ausgaben der Hilfswerke zu decken. Die Budgeteingaben wurden von der Verwaltung, dem Bundesrat und vom Parlament um

E. 26

Mio Franken gekürzt. Gewöhnlicher Vorschuss 15 Mio. Augmentation des cas d'assistance par les oeuvres d'entraide due à la situation difficile sur le marché du travail et à l'admission de nouveaux réfugiés en provenance de l'Ex-Yougoslavie (ACF du 2.04.1994). Le crédit disponible au budget 1995, après les coupures d'un montant total de 26 millions opérées par l'Administration, le Conseil fédéral et le Parlement dans le cadre de l'élaboration de ce budget, se révèle insuffisant pour faire face aux dépenses effectives à rembourser aux oeuvres d'entraide. Crédit provisoire de 15 millions. Zu 511 Stab der Gruppe für Generalstabsdienste 3180.091 Höherer Bedarf von externem Personal für den Betrieb der Alarmzentrale und Meldesammelstelle im Verwaltungszentrum EMD. Kompensation unter der Rubrik 511.3190.091 «Übrige Sachausgaben». Gewöhnlicher Vorschuss. Ad 511 Etat-major du groupement de l'état-major général Recours accru à du personnel externe pour l'exploitation de la centrale d'alarme et du bureau central des annonces du centre administratif du DMF. Compensation à l'article 511.3190.091 Autres dépenses d'équipement. Crédit provisoire. Zu 512 Bundesamt für Genie und Festungen Ad 512 Office fédéral du génie et des fortifications 3160.101 Unvorhergesehene Einsätze des Festungswachtkorps bei Bauprojekten, für Bewachungen von Botschaften und Konsulaten, für Sonderaufgaben bei Staatsbesuchen sowie für Instruktionen zugunsten der Truppe und anderer Bundesämter. Kompensation unter der Rubrik 531.3100.081 «Spesenentschädigungen für Instruktionen». Engagements imprévus du Corps des gardes-fortifications lors de projets de constructions, de surveillances d'ambassades et de consulats, de tâches spéciales à l'occasion de visites officielles, ainsi que d'activités d'instruction en faveur de la troupe et d'autres offices fédéraux. Compensation à l'article 531.3100.081 Dédommagements versés aux instructeurs. Zu 519 Kriegsmaterialverwaltung Ad 519 Intendance du matériel de guerre 3150.191 Die ausserordentlichen Schneefälle im Frühjahr 1995 erforderten zusätzliche Einmietungen von Schneeräumungsmaschinen zur Freilegung von Zufahrten zu Ausbildungs- und Schiessplätzen. Kompensation unter Rubrik 519.3150.101 «Miet- und Pachtzinse». Les chutes de neige extraordinaires du printemps 1995 ont nécessité des locations supplémentaires de chasse-neige pour assurer à des écoles l'accès à des places d'instruction et de tir. Compensation à l'article 519.3150.101 Loyers et fermages. Zu 541 Gruppe für Rüstungsdienste Ad 541 Groupement de l'armement 3230.001 Vermeidung eines mehrwertsteuerbedingten Zahlungsenghanges. Kompensation unter der Rubrik 541.3220.001 «Persönliche Ausrüstung und Erneuerungsbedarf». Crédit requis en vue d'éviter des difficultés de paiement en raison de l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée. Compensation à l'article 541.3220.001

Equiperment personnel et besoin de renou- vellement.

20 Nachtragskredit II Kreditübertragung II (•) Voranschlag Budget 1995 Nachtragskredite
Crédits supplémentaires 1995 Crédit supplémentaire II Report de crédit II (•) 6
Finanzdepartement 600 Generalsekretariat 3180.001 Kommissionen und Honorare 601
Finanzverwaltung 3180.007 Posttaxen der allg. Bundesver- waltung 3180.010 Abgaben für
Liegenschaften 3180.012 Depeschendienst 3300.002 Schulden gegenüber Bundes-
betrieben und Anstalten 3300.005 Guthaben PKB beim Bund Fr. 60 001 43 500 091 57 422
3 351 509 884142 572 Fr. 75 000 45 000 000 65 000 3 250 000 122 578 798 132 750 000
838 000 000 Fr. 186339 800 6 Département des finances

E. 30

000 3180.001 Commissions et honoraires 108325 200 9 000 000 601 Administration des
finances 3180.007 Taxes postales de l'Admi- nistration générale de la Confédération
100000 3180.010 Taxes sur les immeubles 225 200 3180.012 Service des dépêches 20 000
000 3300.002 Dette envers les entreprises et établissements de la Con- fédération 79 000
000 3300.005 Avoir de la CFP auprès de la Confédération

21 Begründung Exposé des motifs Zu 600 Generalsekretariat 3180.001 BRB 17.5.1995.
Unvorhergesehene Mehraufwendungen im Bereich der PKB durch den Beizug eines
Sonder- beauftragten des Vorstehers des Eidg. Finanzdeparte- mentes für die Eidg.
Versicherungskasse. Gewöhnlicher Vorschuss. Ad 600 Secrétariat général ACF du
17.5.1995. Dépenses supplémentaires imprévues dans le domaine de la CFP dues à
l'engagement d'un mandataire spécial du chef du Département fédéral des finances auprès
de la Caisse fédérale d'assurance. Crédit provisoire. Zu 601 Finanzverwaltung 3180.007 Die
Jahresabrechnung der GD PTT erfolgt jeweils im Sommer des Folgejahres. Die
Rechnungsstellung basiert auf statistischen Erhebungen. 1994 wurde die
Erhebungsmethode der Inlandpost von Stichproben auf eine tägliche Erfassung umgestellt.
Aus dieser Umstel- lung resultiert eine Zunahme der Postsendungen Inland, welche in der
Schlussrechnung zu Nachforde- rungen der PTT von 5,8 Mio. Franken für 1994 führt und
zu einer Anpassung der provisorischen Pauschale von 3 Mio. Franken für das laufende Jahr.
Ad 601 Administration des finances Le décompte annuel des PTT est établi chaque fois
durant l'été de l'année suivante. La facture est établie sur la base d'enquêtes sta-
tistiques. En 1994, la méthode d'enquête concernant le trafic pos- tal intérieur passe des sondages à un
enregistrement quotidien. Il en résulte un accroissement des envois postaux en Suisse. A la
clôture du compte final concernant 1994, les PTT réclament un montant supplémentaire de
5,8 millions de francs. De plus il est nécessaire de relever le forfait provisoire de 3 millions
de francs pour l'exercice en cours. 3180.010 Unvorhergesehene neue Abgaben auf
Bundesliegenschäften. Mit Gemeinderatsbeschluss der Stadt Bern vom 18.1.95 wurden
sämtliche Bundesliegenschaften in der Stadt Bern ab 1.1.95 der Gebührenpflicht für öffent-
liche Beleuchtung unterstellt. Im Zeitpunkt der Eingabe des Budgets 1995 waren uns diese
neuen Angaben nicht bekannt. Erst mit der Rechnungsstellung vom 21.07.1995 erhielten
wir davon Kenntnis. Gewöhnlicher Vorschuss. Nouvelles dépenses imprévues pour les
immeubles dont la Confédération suisse est propriétaire. Par décision du Conseil communal
de la Ville de Berne du 18.1.1995, tous les immeubles fédéraux sis en ville de Berne sont
soumis dès le 1^{er} janvier 1995 à une taxe pour l'éclairage public. Ces nouvelles dépenses
n'étaient pas connues lors de l'établissement du budget 1995. Cette affaire ne s'est révélée à
notre connaissance que lors de la réception de la facture du 21.7.1995. Crédit provisoire.
3180.012 Mehrbedarf infolge Nichtberücksichtigung der Mehr- wertsteuer von 6,5% auf

den Leistungen der Schweiz. Depeschagentur (SDA). 3300.002 Gemäss Vereinbarung über die Tresoreriebeziehungen zwischen dem Bund und den PTT-Betrieben vom 11.08.1991 und 25.03.1993 haben die PTT die Möglichkeit, kurzfristige Liquiditätsüberschüsse, die monatlich um einige Milliarden schwanken können, mit einer Mindestlaufzeit von 7 Tagen beim Bund anzulegen. Von den dafür budgetierten Zinsaufwendungen im Gesamtbetrag von 110 Millionen sind in den ersten 7 Monaten 65 Millionen beansprucht und bereits Anlagen mit Zinsaufwendungen von weiteren 7 Millionen abgeschlossen worden. Die Unterschätzung des Kreditbedarfs ist auf die nicht prognostizierbare Entwicklung der kurzfristigen Liquiditätsüberschüsse der PTT-Betriebe zurückzuführen. Gemäss Hochrechnung der PTT werden sich die Zinsaufwendungen auf ca. 130 Millionen belaufen. Gewöhnlicher Vorschuss. Besoins financiers supplémentaires dus au fait que la TVA de 6,5% sur les prestations de l'Agence télégraphique suisse n'avait pas été prise en considération. En vertu de l'accord sur les relations de trésorerie conclu entre la Confédération et l'Entreprise des PTT, des 11.8.1991 et 25.3.1993, les PTT ont la possibilité de placer, auprès de la Confédération pour une période de sept jours au moins, leurs excédents de liquidités à court terme, ces excédents pouvant varier de quelque milliards selon les mois. Sur le montant total de 110 millions porté au budget pour les dépenses d'intérêt, 65 millions ont été utilisés durant les sept premiers mois et de nouveaux placements dont la charge d'intérêts s'élève à 7 millions ont été effectués. Cette évaluation insuffisante des besoins est due à l'estimation difficilement prévisible des excédents de liquidités de l'Entreprise des PTT. Selon une extrapolation faite par les PTT, les charges d'intérêt doivent s'élever à 130 millions. Crédit provisoire. 3300.005 Die Verzinsung der Guthaben der Pensionskasse des Bundes errechnet sich nach der Durchschnittsrendite der Bundesobligationen. Diese dürfte sich für 1995 anstelle der budgetierten 4,5% auf durchschnittlich 4,75% belaufen. Dabei wird von einem zu verzinsenden Kapital von 19,3 Milliarden ausgegangen, was über der Budgetannahme liegt. Les intérêts servis sur les avoirs de la Caisse fédérale de pensions auprès de la Confédération se calculent selon le rendement moyen des obligations de la Confédération. En 1995, ce dernier s'est élevé à 4,75% au lieu des 4,5% prévus au budget. Le capital à rémunérer est estimé à 19,3 milliards, soit légèrement supérieur au montant budgétisé.

22 Nachtragskredit II Kreditübertragung II (•) Rechnung Compte 1994 Voranschlag Budget 1995 Nachtragskredite Crédits supplémentaires 1995 Crédit supplémentaire II Report de crédit II (•) Fr. Fr. Fr. 605 Steuerverwaltung 3190.001 Anteil an pauschaler Steueranrechnung für ausländische Quellensteuer 606 Zollverwaltung 3100.040 Dienstleistungen Dritter 611 Finanzkontrolle 3160.001 Spesenentschädigungen 612 Bankenkommission 3180.004 Aus- und Weiterbildung 3190.009 Übrige Sachausgaben 615 Versicherungskasse 3050.001 Arbeitgeberbeiträge an die PKB 3060.001 Arbeitgeberbeiträge an die Unfallversicherung (SUVA) 42 999 520

E. 34

000 000 3 577 173 3 878 000 158 230 183 500 19 430 : 26 700 69 037 629 348182 74
049180 43 200 568 000 000

E. 37

400 000 33 000000 33 000 000 2 300000 2 300 000 605 Administration des contributions 3190.001 Quote-part aux imputations forfaitaires d'impôts étrangers perçus à la source 606 Administration des douanes 3100.040 Prestations de service de tiers 16000 611 Contrôle

des finances 16000 | 3160.001 Dédommagements 68600 23 000 612 Commission des banques 3180.004 Formation et perfectionnement 45 600 3190.009 Autres dépenses d'équipement

E. 42

600 000 615 Caisse d'assurance 39 000 000 3050.001 Contributions de l'employeur à laCFP 3300000 3060.001 Contributions de l'employeur à l'assurance-accidents (CNA)

23 Begründung Exposé des motifs Zu 605 Steuerverwaltung Ad 605 Administration des contributions 3190.001 Nicht voraussehbare Verdoppelung des Finanzbedarfs infolge unerwarteter und ausgesprochen hoher Anrechnungsansprüche von Seiten der Chemie- und Industrieunternehmen, Banken sowie Versicherungen, wobei allein aus den Kantonen Basel-Stadt, Zürich, Waadt und Tessin, im Unterschied zum (ungeraden) Vergleichsjahr 1993, Mehransprüche an den Bundesanteil von zusammen 30 Millionen geltend gemacht werden. Gewöhnlicher Vorschuss. Les besoins financiers ont doublé de façon imprévisible du fait que les droits d'imputation émanant des secteurs de la chimie, de l'industrie, des banques et des assurances sont beaucoup plus élevés que prévu. Ainsi par exemple, contrairement à l'année (impaire) de 1993, les cantons de Bâle-Ville, Zurich, Vaud et Tessin requièrent des droits supplémentaires correspondant à une quote-part fédérale s'élevant à 30 millions de francs. Crédit provisoire. Zu 606 Zollverwaltung Ad 606 Administration des douanes 3100.040 Der zusätzliche Kreditbedarf ist auf die im Jahre 1995 nicht vorgesehenen Entwicklungskosten eines Fahrleistungsmessers für die leistungsabhängige Schwerverkehrsabgabe zurückzuführen. Besoins financiers supplémentaires dus aux frais imprévisibles en 1995, relatifs à la conception d'un appareil de mesure du kilométrage parcouru pour la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations. Zu 611 Finanzkontrolle Ad 611 Contrôle des finances 3160.001 Mehrbedarf wegen zwei Sonderaufträgen, verbunden mit Auslandsreisen. Der Betrag von 16000 Franken wird kompensiert durch Sperrung auf der Rubrik 611.3010.005 Bezüge des Hilfspersonals. Besoins financiers supplémentaire dus à deux mandats spéciaux impliquant des voyages à l'étranger. Le montant de 16000 francs sera compensé par le blocage d'un montant correspondant à l'article 611.3010.005 Rétribution du personnel auxiliaire. Zu 612 Bankkommission Ad 612 Commission des banques 3180.004 Im Budgetierungszeitpunkt nicht voraussehbarer Mehrbedarf infolge erst im Januar dieses Jahres neu zuge-teilter Etatstellen und aufgrund von dringlichen und wesentlich kostenintensiveren Ausbildungsmassnahmen als geplant. Gewöhnlicher Vorschuss. Besoins financiers supplémentaires, imprévisibles au moment de l'établissement du budget, en raison de l'attribution des nouveaux postes en janvier de cette année seulement et de la participation à des cours de formation urgents et particulièrement onéreux. Crédit provisoire. 3190.009 Unerwartet hoher Mehrbedarf infolge zusätzlicher Stellenausschreibungen der neu zugeteilten Etatstellen, wegen höheren Repräsentationsauslagen bei internationalen Kontakten sowie der Anschaffung von Fachbüchern für neue Mitarbeiter. Gewöhnlicher Vorschuss. Besoins financiers supplémentaires imprévus dus à la mise au concours de postes nouvellement autorisés, à la hausse des frais de représentation lors de contacts internationaux, ainsi qu'à l'achat d'ouvrages spécialisés pour les nouveaux collaborateurs. Crédit provisoire. Zu 615 Versicherungskasse 3050.001 Im Zeitpunkt der Budgetierung 1995 waren die Schlussergebnisse der Überprüfung von Lohnabrechnungen 1990 bis 1993 noch nicht bekannt. Der Voranschlag 1995 wurde auf Grund des provisorischen Ergebnisses 1994 eingereicht. Die definitive Aufrechnung per Ende August 1995 hat

gezeigt, dass die Ausgaben für die laufende Jahresrechnung 40,7 Millionen erreichen werden. 3060.001 Der Artikel 43, Abs. 3 der Statuten der Pensionskasse des Bundes (PKB) sieht vor, dass der Bund in den Fällen der PKB das fehlende Deckungskapital zurückzahlt, in denen das Dienstverhältnis ohne Fehler des Mitglieds der Kasse gekündigt wurde. Diese Mehrausgaben beruhen vor allem auf den Personalabbaumassnahmen im EMD und auf der Regelung betreffend der vorzeitigen Pensionierung beim Zollpersonal. Ad 615 Caisse d'assurance Lors de l'établissement du budget 1995, les résultats définitifs de la révision des décomptes des salaires des années 1990 à 1993 n'étaient pas encore connus. Le budget 1995 avait été établi sur la base d'un résultat provisoire de l'exercice 1994. L'extrapolation effectuée sur la base des décomptes de fin août 1995 montre que pour l'exercice en cours les dépenses totales vont atteindre 40,7 millions. L'article 43, 3^e al., des statuts de la Caisse fédérale de pensions (CFP) prévoit que la Confédération rembourse à la CFP la réserve mathématique manquante dans les cas où les rapports de service sont résiliés sans faute de l'affilié. Ces dépenses supplémentaires proviennent pour l'essentiel de la diminution de l'effectif du personnel au sein du DMF et de la réglementation permettant au personnel des douanes de prendre une retraite anticipée.

24 Nachtragskredit II Kreditübertragung II (•) Rechnung Compte 1994 Nachtragskredite Crédits supplémentaires 1995 Crédit supplémentaire II Report de crédit II (•) 615 Versicherungskasse (Fortsetzung) 3090.001 Leistungen bei Betriebsunfällen 3180.001 Kommissionen und Honorare 7 Volkswirtschaftsdepartement 701 Generalsekretariat 3160.001 Spesenentschädigungen 703 Bundesamt für Aussenwirtschaft 3190.003 Beiträge an die Schweizerische Normenvereinigung (SNV) 3600.103 Europäische Freihandelsassoziation (EFTA), Genf 4200.250 Zusammenarbeit mit osteuropäischen Staaten, Darlehen Fr. 2 179 623 504 790 139 662 115 000 8 436 035 1 553 341 1900 000 513700 97 100 120000 9 500 000 650 000 Fr. 100 000 200 000 184236 360 11000 11000 10691860

E. 45

700 8218800 2 427 360 Caisse d'assurance (suite) 3090.001 Prestations en cas d'accidents professionnels 3180.001 Commissions et honoraires 7 Département de l'économie publique 701 Secrétariat général 3160.001 Dédommagements 703 Office fédéral des affaires économiques extérieures 3190.003 Cotisations de membre de l'Association suisse de normalisation (ASN) 3600.103 Association européenne de libre-échange (AELE), Genève 4200.250 Coopération avec des Etats de l'Europe de l'Est, prêts

25 Begründung Exposé des motifs Zu 615 Versicherungskasse (Fortsetzung) 3090.001 Höhere monatliche Belastungen als im voraus angenommen werden konnte, so dass der verfügbare Zahlungskredit ohne Erhöhung nicht ausreichen würde, um die bis Ende Jahr voraussichtlich anfallenden Leistungen bei Betriebsunfällen zurückzahlen zu können. 3180.001 Im Budgetierungszeitpunkt nicht voraussehbarer Mehrbedarf für externe Experten betreffend Neustrukturierung der Pensionskasse und der Organisationsüberprüfung. Ad 615 Caisse d'assurance (suite) Les charges mensuelles sont supérieures aux prévisions. Afin de pouvoir rembourser les prestations en cas d'accidents qui doivent vraisemblablement être versées jusqu'à la fin de l'année, le crédit de paiement disponible se révèle insuffisant sans nouvelle hausse. Besoins financiers supplémentaires, qui ne pouvaient être prévus au moment de l'établissement du budget, destinés à la rémunération d'experts chargés de présenter une nouvelle structure de la Caisse de pensions et d'en analyser l'organisation. Zu 701 Generalsekretariat EVD 3160.001 Höherer Kreditbedarf für die Begleitequipe des Departementschefs, bedingt durch eine nicht vorhersehbare

Erhöhung der Anzahl seiner Auslandsreisen im Zusammenhang mit den verstärkten Anstrengungen zur Erschliessung neuer Märkte. Der volle Betrag wird auf der Rubrik 701.3180.201 «Kommissionen und Honorare Preisüberwachung» kompensiert. Ad 701 Secrétariat général DFEF Besoins financiers supplémentaires occasionnés par l'augmentation imprévisible du nombre des voyages de l'équipe accompagnant le chef du département, voyages en relation avec le renforcement des efforts en vue d'ouvrir de nouveaux marchés. Ce crédit sera compensé par le blocage d'un montant correspondant à l'article 701.3180.201 Commissions et honoraires, de la Surveillance des prix. Zu 703 Bundesamt für Aussenwirtschaft 3190.003 Unerwartete Kostensteigerung infolge starker Zunahme (+25%) der Anzahl von Bundesstellen, die als Folge der ständig wachsenden Bedeutung der internationalen Normung Mitglied bei der Schweizerischen Normen-Vereinigung (SNV) geworden sind. Gleichzeitig Erhöhung des Mitgliederbeitrages der SNV um 10% anlässlich der letzten Generalversammlung. Der Kredit wird durch Sperrung eines entsprechenden Betrages auf Rubrik 703.3160.001 «Spesenentschädigungen» (Unter-rubrik 703.3169.001 «Wirtschaftsverhandlungen») kompensiert. Gewöhnlicher Vorschuss. Ad 703 Office fédéral des affaires économiques extérieures Surcroît imprévu de dépenses dû à une forte augmentation du nombre des offices et des institutions fédérales (+25%) ayant adhéré à l'Association suisse de normalisation (ASN) en raison de l'importance toujours plus grande des travaux de normalisation au niveau international. De plus, le montant de la cotisation a été relevé de 10% lors de la dernière assemblée générale. Compensation du crédit par le blocage d'un montant correspondant à l'article 703.3160.001 Dédommagements (sous-article 703.3169.001 Négociations commerciales). Crédit provisoire. 3600.103 Unvorhergesehene Zahlung der Schweiz infolge des Übergangs des EFTA-Pensionsfonds an die «Renten Genevoises» ab 1.7.1995. Diese Zahlung entspricht dem Anteil der Schweiz an den versicherungstechnischen Fehlbetrag und entlastet unser Land von allen künftigen Pflichten im Zusammenhang mit dem Fonds von früher eingegangenen Verpflichtungen. Gewöhnlicher Vorschuss. Paiement imprévu de la Suisse résultant du transfert du fonds de pension de l'AALE aux «Renten Genevoises» à partir du 1er juillet 1995. Ce paiement qui correspond à la part de la Suisse au déficit technique du fonds, décharge notre pays de toute obligation future en relation avec les engagements pris dans le cadre de ce fonds antérieurement à la date précitée. Crédit provisoire. 4200.250 Gewährung eines Darlehens an Aserbaidschan für die Finanzierung seines Beitritts zur Internationalen Finanz-Corporation (IFC) zulasten des Rahmenkredites zur Weiterführung der verstärkten Zusammenarbeit mit ost- und mitteleuropäischen Staaten (BB vom 9.3.1993). Dieser Kredit wird durch Sperrung eines entsprechenden Betrages unter der Rubrik 703.3600.250 «Zusammenarbeit mit den Staaten Osteuropas» (nicht-rückzahlbare Finanzhilfe) kompensiert. Gewöhnlicher Vorschuss. Octroi d'un prêt à l'Azerbaïdjan pour le financement de ses coûts d'adhésion à la Société financière internationale (SFI) à charge du crédit-cadre pour la poursuite de la coopération renforcée avec les Etats d'Europe centrale et orientale (AF du 9.3.1993). Ce crédit sera compensé par le blocage d'un montant correspondant sur l'article budgétaire 703.3600.250 Coopération avec des Etats de l'Europe de l'Est (aide financière à fonds-perdu). Crédit provisoire.

26 Nachtragskredit II Kreditübertragung II {•} Rechnung Compte 1994 Voranschlag Budget 1995 Nachtragskredite Crédits supplémentaires 1995 Crédit supplémentaire II Report de crédit II {•} Fr. Fr. Fr. 705 Bundesamt für Industrie, 1590000 705 Office fédéral de l'industrie, Gewerbe und Arbeit des arts et métiers et du travail 3100.080 Übrige

Sachausgaben 606 543 645 000 90 000 3100.080 Autres dépenses d'équipement 3600.104 Gewerbliche Bürgschaftsgenos- 6 356 788 5 000 000 1500 000 3600.104 Coopératives de cautionnement senschaften, Verlustbeteiligung des arts et métiers, partici- pation aux pertes 707 Bundesamt für Landwirtschaft 101943 500 707 Office fédéral de l'agriculture 3180.001 Kommission und Honorare 230 094 287 100 60 000 3180.001 Commissions et honoraires 3600.010 Betriebshilfe (Verlustanteile) — — 30 000 3600.010 Aide aux exploitations pay- sannes (contributions aux pertes) 3600.101 Butterverwertung 377 748 798 386 300 000

E. 49

300 000 3600.101 Placement du beurre 3600.102 Käseverwertung 473 000 051 459 570 000 52 000 000 3600.102 Placement du fromage 3600.501 Bekämpfungsmassnahmen 753 889 367 200 553 500 3600.501 Mesures de lutte 723 Bundesamt für Konjunkturfragen 70 000000 723 Office fédéral des questions conjoncturelles 4600.900 Förderung der öffentlichen 8 891523 80 000 000 • 70 000 000 4600.900 Encouragement des investis- Investitionstätigkeit sements publics (bonus (Investitionsbonus) d'investissement)

27 Begründung Exposé des motifs Zu 705 Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit Ad 705 Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail 3100.080 Höherer Reiseaufwand für sektorielle Verhandlungen Schweiz-EU über den Personenverkehr, der im Zeit- punkt der Budgeterstellung nicht vorausehbar war. 3600.104 Höhere Bürgschaftsverluste als bei der Budgetierung angenommen wurde. Gewöhnlicher Vorschuss. Les frais de voyages pour les négociations sectorielles Suisse-UE sur la circulation des personnes ont été plus élevés qu'il n'était prévisible au moment de l'établissement du budget. Les pertes sur cautionnement sont supérieures aux prévisions budgétaires. Crédit provisoire. Zu 707 Bundesamt für Landwirtschaft Ad 707 Office fédéral de l'agriculture 3180.001 Höhere und unvorhersehbare Aufwendungen für ausserordentliche und dringende Übersetzungen sowie für ausserparlamentarische Kommissionen in den Berei- chen Viehwirtschaft, Pflanzenbau und Agrarwirtschaft. Kompensation des Nachtragskredites durch Sperrung dieses Betrages auf der Rubrik 707.3600.001 «Vergütun- gen an die regionalen Rekurskommissionen in Sachen Milchkontingentierung». Gewöhnlicher Vorschuss. 3600.010 Verlustanteil des Bundes aus der Gewährung eines Betriebsdarlehens gemäss Bundesgesetz über Investiti- onskredite und Betriebshilfe in der Landwirtschaft (IBG) vom 23. März 1962 (SR 914.1). In den letzten Jahren wur- den keine Ausgaben hiefür budgetiert. Hausse imprévue des dépenses pour des traductions urgentes et extraordinaires, ainsi que pour les commissions extra-parlemen- taires dans les domaines économie animale, production végétale et économie rurale. Compensation par le blocage d'un montant correspondant à l'article 707.3600.001 Indemnités aux commis- sions régionales de recours en matière de contingentement du lait. Crédit provisoire. Participation de la Confédération à la perte consécutive à l'octroi d'une aide aux exploitations paysanne en vertu de la loi fédérale du 23 mars 1962 sur les crédits d'investissement dans l'agricul- ture et l'aideaux exploitations paysannes (LCI; RS 914.1). Ces der- nières années, aucune dépense n'avait été prévue au budget à cet effet. 3600.101 Mehraufwand für Butterverbilligungsbeiträge und für die Verbilligung von Magermilch infolge Einschränkung der Käseproduktion. Gewöhnlicher Vorschuss. Dépenses supplémentaires pour le financement de contributions destinées à réduire le prix du beurre et celui du lait écrémé par suite des restrictions imposées à la production de fromage. Cré- dit provisoire. 3600.102 Beim Emmentaler und beim Greyerzer ergaben sich infolge Überproduktion Absatzschwierigkeiten. Zudem erschwerte

der starke Franken den Export von Käse. Gewöhnlicher Vorschuss. Pour l'emmental et le gruyère, les difficultés d'écoulement résultent d'une surproduction. A cela s'ajoute le cours élevé du franc suisse. Crédit provisoire. 3600.501 Mehraufwendung infolge des unvorhersehbaren Auftretens des Quarantäne-Schädlings «Feuerbrand» in den Kantonen Aargau, Luzern, Schaffhausen und Zug. Dépenses supplémentaires occasionnées par l'apparition imprévisible du feu bactérien (ravageur quarantenaire) dans les cantons d'Argovie, de Lucerne, de Schaffhouse et de Zoug. Zu 723 Bundesamt für Konjunkturfragen Ad 723 Office fédéral des questions conjoncturelles 4600.900 Der Zeitplan für die Auszahlung wurde im Frühjahr 1993 erstellt. Damals ging man davon aus, dass die Auszahlungen sich auf die Jahre 1994 und 1995 konzentrieren werden. Als Folge der zeitlichen Verzögerung der Einreichung der Abrechnungen wurde nur ein relativ geringer Teil des Zahlungskredites 1994 ausgeschöpft (9 Mio. von insgesamt 100 Mio. Fr.) Demgegenüber ergibt sich ein höherer Kreditbedarf im Jahre 1995 als angenommen, da ein Grossteil der im Jahre 1994 erwarteten Gesuche im laufenden Jahr zur Auszahlung gelangen. Le calendrier des versements de l'aide financière de la Confédération a été établi au printemps 1993. A ce moment, il était admis que les versements s'étaleraient sur les années 1994 et 1995. Vu le retard pris par la présentation des décomptes, seule une partie relativement modeste du crédit de paiement 1994 a été sollicitée (9 millions sur 100 millions de francs). Il en résulte en revanche pour 1995 un besoin de crédit plus important que prévu, vu qu'une grande partie des demandes attendues en 1994 ne feront l'objet de versements que durant l'année en cours.

28 Nachtragskredit II Kreditübertragung II (•) Rechnung Compte 1994 Voranschlag Budget 1995 Nachtragskredite Crédits supplémentaires 1995 Crédit supplémentaire I Report de crédit II (•) Fr. Fr. 802 Verkehrs- und Energie- wirtschaftsdepartement Bundesamt für Verkehr 3600.101 Abgeltung gemeinschaftlicher Leistungen 82 500 000 80 800 000 Fr. 7810000 8 7 200000 3 900000 802 Département des transports, des Communications et de l'énergie Office fédéral des transports 3600.101 Prestations en faveur de l'économie en général, indemnisation 3600.202 Autoverlad 25217596 15 133 000 3 300000 3600.202 Chargement d'automobiles 803 Bundesamt für Zivilluftfahrt 4010.002 Luftfahrzeuge 610000 803 Office fédéral de l'aviation civile 610000 4010.002 Aéronefs

29 Begründung Exposé des motifs Zu 802 Bundesamt für Verkehr Ad 802 Office fédéral des transports 3600.101 Der Abgeltungsbetrag wird festgelegt aufgrund der Abonnements-Kilometer im Berufs- und Schülerverkehr, der Qualität des Verkehrsmarktes und der Verkehrsweginvestitionen. Mehrbedarf wegen Inbetriebnahme grösserer Anlagen, die stärker zugenommen haben als budgetiert, sowie beim Berufs- und Schülerverkehr, aufgrund nachgewiesener höherer Anzahl Fahrten pro Abonnement, die überdies für 1994 zu einer Nachzahlung führen. Gewöhnlicher Vorschuss. Le montant de l'indemnité est déterminé sur la base des kilomètres abonnements du trafic des travailleurs et des écoliers, de la qualité du marché des transports et des investissements dans les voies de communication. Besoins supplémentaires en raison de la mise en service d'installations plus importantes que prévu, leur accroissement étant supérieur aux prévisions budgétaires, du plus grand nombre attesté de courses par abonnement au titre du transport des travailleurs et des écoliers. Il en résulte un paiement supplémentaire pour 1994. Crédit provisoire. 3600.202 Einführung der 50% Kürzung nicht wie vorgesehen per 1. Januar 1995, sondern erst auf den 20. Februar 1995. Für Transporte mit 25- und 40-Fahrten-Abbonementen wurden die Verbilligungsbeiträge entgegen früheren Annahmen nicht gekürzt. Zusätzlich

folgte die 50%-Kürzungsrechnung fälschlicherweise auf der bereits im Rahmen der Sanierungsmassnahmen 92 erfolgten linearen Kürzung, d.h. auf 90% des wirklichen Verbilgungsbeitrages. La réduction de 50% ne sera pas valable dès le 1* janvier 1995 comme prévu, mais dès le 20 février 1995 seulement. Pour les abonnements de 25 et 40 parcours, les contributions aux frais n'ont pas été réduites contrairement aux hypothèses initiales. Par ailleurs, la réduction de 50% a été calculée par erreur sur des montants déjà abaissés lors de la réduction linéaire décidée dans le cadre des mesures d'assainissement de 1992, c'est-à-dire sur 90% des contributions effectives destinées à réduire les prix. Zu 803 Bundesamt für Zivilluftfahrt Ad 803 Office fédéral de l'aviation civile 4010.002 Ersatzbeschaffung für das am 4.11.1994 verunfallte und total beschädigte bundeseigene Luftfahrzeug HB-PIP Piper Malibu (nicht versicherte Risiken). Kauf eines kostengünstigen Gebrauchtflugzeuges des gleichen Typs anstelle der für 1996 vorgesehenen Neuanschaffung. Gewöhnlicher Vorschuss. Acquisition visant à remplacer l'avion HB-PIP Piper Malibu de la Confédération qui a été entièrement endommagé lors de l'accident survenu le 4.11.1994 (risques non assurés). Achat d'un avion d'occasion de même type, à un prix avantageux, en lieu et place de l'acquisition d'un appareil neuf, prévue pour 1996. Crédit provisoire.

30 Verpflichtungskredite II Objektkredit Zusatzkredit Crédit Crédit d'engagement additionnel Crédits d'engagements II Total

Departement des Innern Bundesamt für Umwelt, Wald und Landschaft Beitrag der Schweiz an die Entsorgung von Salzschlacke aus Portugal (Refonda) Bundesamt für Sozialversicherung Garantieerklärung an die Regionalbank Solothurn für die Erhöhung der Sicherstellung des Bankkredites zur Vorfinanzierung der Leistungshilfe laut zweiter Zusatzvereinbarung vom 2. März 1989 Militärdepartement Gruppe für Rüstungsdienste Beschaffung eines Occasions-Personen-transportflugzeuges des Typs Falcon 50 Fr. 39600 000 Fr. 5000 000 25 000 000 9 600 000 Total Département de l'intérieur Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage Contribution de la Suisse aux frais d'évacuation des scories salées du Portugal (Refonda) Office fédéral des assurances sociales Déclaration de garantie à la Banque régionale de Soleure pour la hausse de la garantie du crédit bancaire en vue de préfinancer la prestation servie sous forme d'avance conformément au deuxième accord complémentaire du 2 mars 1989 Département militaire Groupement de l'armement Acquisition d'un avion d'occasion pour le transport de passagers, du type Falcon 50

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Botschaft über den Nachtrag II zum Voranschlag für 1995 Message concernant le supplément II du budget pour 1995 In Staatsrechnung und Voranschlag Dans Compte d'Etat et budget In Conto di Stato e preventivo Jahr 1995 Année Anno Teilbestand BAR E6103 Fonds AFS Fondo AFS Ablieferung BAR 1960/102 Versement AFS Versamento AFS Seite 1-29 Page Pagina Ref. No 90 000 105 Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert. Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses. Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.